

Agence de Montauban
Zone Commerciale Albasud
1210 avenue de Toulouse
82000 MONTAUBAN
Tel 05 82 73 00 02
montauban@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 1.7.0

Mission(s) F, L (*), LE, SEI (*)	
Nos références 820C2419 ¹ (820-C-2024-000S)	Date 21/03/2025

MONTAUBAN CPAM TRAVAUX DE REFECTION TOITURE BATS A B C

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°2



Envoi	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU TARN ET GARONNE - CAUMONT MURIEL	Maître d'ouvrage muriel.caumont@assurance-maladie.fr
-------	--	---

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Pierre-Géraud CELIER - Le vérificateur des installations électriques, Florian ROUGEMAILLE

Le chargé d'affaire,
Pierre-Géraud CELIER

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 23/12/2024
Motif : Nouveau DCE



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	8
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	9
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	10
VIII.2 - Solidité des existants.....	13
VIII.3 - Fonctionnement des installations	15
VIII.4 - Classement et référentiel.....	18
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	20
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	23

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent document constitue notre rapport initial sur la base du dossier DCE en date du 07/03/2025

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 23/12/2024
Motif : Nouveau DCE

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°820-C-2024-000S et qui sont détaillées ci après :

- F - Mission de fonctionnement des installations
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Pierre-Géraud CELIER
Le vérificateur des installations électriques, Florian ROUGEMAILLE

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU TARN ET GARONNE
592 boulevard Blaise Doumerc
82000 MONTAUBAN

Maître d'oeuvre
SETES
14 avenue des Tilleuls
Quartier de l'Arsenal
65009 Tarbes

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Désamiantage, réfection de la toiture et isolation des combles - Toiture bâtiments A et B et C - CPAM 82 - MONTAUBAN

Adresse de l'opération :

592 BOULEVARD BLAISE DOUMERC 82000 MONTAUBAN

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 8 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Principe Structure - Date : 07/03/2025 - Réception : 07/03/2025

Plan Principe Charpente bois bât B (généralisé A et C sur le même principe)

- Plans architectes - Date : 07/03/2025 - Réception : 07/03/2025

Carnet de Plan n°1 Ind 0

- Descriptifs - Date : 07/03/2025 - Réception : 07/03/2025

CCTP lot 1 : couverture désamiantage étanchéité

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Lot 1 - Couverture désamiantage etancheite

- * L'avis suspendu porte sur la discordance des indications entre le CCTP §4.1 notamment ("renforcement charpente") et les plans projet (nouvelle charpente bois créé).
Le titulaire du lot doit nous confirmer les travaux prévus:
 - ferme charpente conservée uniquement pour maintenir les entrants support faux plafond existant et équipement
 - ferme créée avec nouvelle panne support de l'intégralité des charges du complexe de couverture + 20 kgm² (photovoltaïque) + poutre au vent de contreventement dans chaque plan de toiture. Ces fermes sont à implanter au droit des poteaux - mur existant (sans appui sur les linteaux existants).

Les conditions de liaisons entre les fermes existantes et l'ensemble charpente créée sont à nous expliciter afin de maintenir uniquement une stabilité de forme des fermes existants sans renvoi de charge de la couverture + sarking + photovoltaïque sur existant..

Pour les appuis de fermes créées et CVT, le détail de principe indique un appui sur la tête de mur existant (à priori constitué par réhausse béton armé existant). Le sondage des appuis est à réaliser pour confirmer la nature des appuis / reprises de charges à nous justifier sur existant.

- * Le descriptif indique au §4.1 un panneau CTB H support d'un montage sarking tout en ayant au §4.2 une solution de type caisson isolant.

Le complexe retenu doit bénéficier d'un avis technique en cours de validité visant les charges reprises (couverture et solution technique pour une installation ultérieure photovoltaïque): montage de type "sarking" avec support panneau bois permettant liteauage tuile ou bien de type caisson isolant avec chevron intégré (respectivement §4.1 et 4.2 CCTP)

- * Le projet prévoit la dépose totale du complexe hormis pour le pare-vapeur prévu conservé.
Le DTU 43.5 au §5.3.5. vise la conservation du pare-vapeur sous réserve que les interventions soient limitées pour sa restauration et que l'avis technique du nouveau complexe (isolant et lès étanchéité) vise le pare vapeur existant. En l'absence d'information sur l'état de conservation du pare-vapeur existant et des dispositions avis technique nouveau complexe étanchéité, nos avis sont basés sur une dépose totale / remplacement pare vapeur en toiture étanchée.
- * La toiture étanchée est prévue en usage technique puisque le remplacement CTA est envisagé dans une autre opération.
Cela impose:
 - de prévoir un complexe visé en classement toiture technique (classement FIT notamment)
 - de mettre en place les dss permettant ultérieurement la pose d'une ossature métallique support CTA afin d'assurer les hauteurs de passage sous équipement du DTU 43.1 / 20.12
- * Toiture Etanchée
 - L'isolant prévu est avec R de 7.00 minimum. En complément de l'avis technique procédé, cet isolant induit un accroissement de l'épaisseur du complexe toiture.
Le DTU 43.5 impose qu'il soit respecté les hauteurs de relevés d'étanchéité d'au moins 15 cm sur acrotères. Une réhausse béton des acrotères est à prévoir pour la hauteur de relevé d'étanchéité. Le §5.2 du CCTP évoque une solution de réhausse par costière métallique avec bardage en parement. Le DTU 20.12 / 43.1 interdit l'usage de costière métallique pour des acrotères.
- * - Couverture Tuile
Le projet prévoit un montage gouttière en pied de couverture (et non le ré-emploi du chéneau suivant les indication du plan projet / le §4.5 du CCTP explicite un chéneau avec reprise support bois).
Le raccordement des EEP des gouttières sur les DEP existantes sont à nous préciser (l'interface avec le chéneau existant est à nous expliciter).
- Toiture Etanchée
La toiture est avec à priori EEP de diamètre 80 mm minimum. La présence d'une 2nd EEP ou de 1 TP au moins 80 mm est à nous confirmer
- * Le projet crée une nouvelle charpente bois (ferme et panne support complexe couverture). Le respect du critère SF 1/2 heure est rappelé uniquement sur le plan de principe structure (et non en CCTP).
Le dimensionnement de la structure sera à prévoir en conséquence, les assemblages devront être justifiés / traités SF 1/2 heure conformément à l'eurocode 5 Annexe Française.

Lot 1 - Couverture désamiantage etancheite

- * - Isolation Couverture

Le procédé "sarking" est à nous préciser en montage. Si le montage n'a pas d'aggravation de part son avis technique, il devra être au minimum respecter les dispositions de l'article AM8. Cela impose de prévoir suivant le guide des isolants un écran additionnelle (le panneau CTB-H explicité en §4.1 est notamment soumis à épaisseur d'au moins 32 mm ép avec procédé de densité supérieur à 600 kg/m² au lieu des 12 mm explicité en CCTP §4.1)

- Isolation paroi verticale (pied de couverture - jonction doublage)

L'isolant est à prévoir avec pare-vapeur aluminium pour respecter une réaction au feu A2-s2,d0 (absence d'écran au sens de l'article AM8)

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Ossature bois - plans d'exécution - note de calcul- certificat de traitement - attestation de conformité CE

OUVRAGES D'ETANCHEITE

- Détails d'exécution
- Avis technique
- Cahier des charges

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE

- Charpente - plan d'exécution - note de calcul - cahier de ferrures - procès verbal de traitement des bois
- Couverture - détails sur points singuliers
- Systèmes non traditionnels : avis technique

TOITURE TERRASSE ETANCHEE

- Détails d'exécution
- Localisation et diamètre des DEP et trop pleins
- Classement A CERMI isolant
- Classement FIT du complexe
- Avis technique
- Cahier des charges

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Fonctionnement des installations
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES		
	Charges d'exploitation Charges de process	AF	Suivant les indications du descriptif CCTP §4.1, une charge additionnelle de 20 kg/m² est prévue pour l'installation ultérieure de photovoltaïque (procédé photovoltaïque hors projet)
	CONSTRUCTION EN BOIS		
	CONSTRUCTION A OSSATURE BOIS		
	Principe constructif général	AS	L'avis suspendu porte sur la discordance des indications entre le CCTP §4.1 notamment ("renforcement charpente") et les plans projet (nouvelle charpente bois créé). Le titulaire du lot doit nous confirmer les travaux prévus: - ferme charpente conservée uniquement pour maintenir les entrants support faux plafond existant et équipement - ferme créée avec nouvelle panne support de l'intégralité des charges du complexe de couverture + 20 kgm² (photovoltaïque) + poutre au vent de contreventement dans chaque plan de toiture. Ces fermes sont à implanter au droit des poteaux - mur existant (sans appui sur les linteaux existants). Les conditions de liaisons entre les fermes existantes et l'ensemble charpente créée sont à nous expliciter afin de maintenir uniquement une stabilité de forme des fermes existants sans renvoi de charge de la couverture + sarking + photovoltaïque sur existant.. Pour les appuis de fermes créées et CVT, le détail de principe indique un appui sur la tête de mur existant (à priori constitué par réhausse béton armé existant). Le sondage des appuis est à réaliser pour confirmer la nature des appuis / reprises de charges à nous justifier sur existant.
	Dispositions constructives particulières Barrières à l'eau et à la vapeur		
	COUVERTURE / ZINGUERIE		
	COUVERTURE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 mètres)		
	Principe constructif général Eléments constitutifs de la couverture adaptés à la toiture	AS	Le descriptif indique au §4.1 un panneau CTB H support d'un montage sarking tout en ayant au §4.2 une solution de type caisson isolant. Le complexe retenu doit bénéficier d'un avis technique en cours de validité visant les charges reprises (couverture et solution technique pour une installation ultérieure photovoltaïque): montage de type "sarking" avec support panneau bois permettant liteauage tuile ou bien de type caisson isolant avec chevron intégré (respectivement §4.1 et 4.2 CCTP)
	Hygrométrie des locaux compatible avec la toiture	AF	
	Dispositions constructives particulières Solidité des éléments de couverture Toiture froide : dispositions de ventilations	AF AF	Tuile arrêtières / faîtage / rive / égout avec fixation

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Ouvrage non traditionnel	AF	tuile sous certificat NF Faible Pente associé à un écran sous toiture pour pente de 30 %
	EVACUATION DES EAUX PLUVIALES		
	Dispositions constructives	PM	cf avis mission F / non conservation chéneau existant à priori
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE		
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 m)		
	Principe constructif général		
	Elément porteur adapté à la destination	AF AS	plancher béton Le projet prévoit la dépose totale du complexe hormis pour le pare-vapeur prévu conservé. Le DTU 43.5 au §5.3.5. vise la conservation du pare-vapeur sous réserve que les interventions soient limitées pour sa restauration et que l'avis technique du nouveau complexe (isolant et lès étanchéité) vise le pare vapeur existant. En l'absence d'information sur l'état de conservation du pare-vapeur existant et des dispositions avis technique nouveau complexe étanchéité, nos avis sont basés sur une dépose totale / remplacement pare vapeur en toiture étanchée.
		AS	La toiture étanchée est prévue en usage technique puisque le remplacement CTA est envisagé dans une autre opération. Cela impose: - de prévoir un complexe visé en classement toiture technique (classement FIT notamment) - de mettre en place les d's permettant ultérieurement la pose d'une ossature métallique support CTA afin d'assurer les hauteurs de passage sous équipement du DTU 43.1 / 20.12
	Dispositions constructives particulières		
	Evacuation : nombre et section des entrées d'eau pluviale (EEP)	PM	cf avis mission fonctionnement
	Ouvrage non traditionnel	AS	Toiture Etanchée - L'isolant prévu est avec R de 7.00 minimum. En complément de l'avis technique procédé, cet isolant induit un accroissement de l'épaisseur du complexe toiture. Le DTU 43.5 impose qu'il soit respecté les hauteurs de relevés d'étanchéité d'au moins 15 cm sur acrotères. Une réhausse béton des acrotères est à prévoir pour la hauteur de relevé d'étanchéité. Le §5.2 du CCTP évoque une solution de réhausse par costière métallique avec bardage en parement. Le DTU 20.12 / 43.1 interdit l'usage de costière métallique pour des acrotères.

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Renseignements sur les existants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plans de récolement - Désordres visibles (examen visuel, constat d'huissier, référé préventif,...) <p>Ouvrages de structure</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux : - Charpente 	<p>AF</p> <p>SO</p>	<p>Diagnostic Cbois existante Indice du 05/11/2024 sur la structure bois existante</p> <p>La charpente bois est conservée pour les fermes uniquement pour maintenir les entrails support faux - plafonds et équipement conservé au dernier Niveau. La charpente créée est en ferme triangulée avec poutre au vent pour la reprise de charge intégrale du complexe couverture + 20 kg/m² procédé photovoltaïque. Suivant le plan de principe structure, ces nouvelles fermes sont prévues avec repos sur poteau du dernier niveau (absence de renvoi de charge sur les linteaux existants non connu en ferrailage)</p>

VIII.3 - Fonctionnement des installations

ETENDUE DE LA MISSION

La mission du contrôleur technique a pour objet de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'atteindre les objectifs prévus par les prescriptions techniques citées en référentiel ou les prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du présent contrat.

La mise en exploitation est réputée acquise à l'issue des essais de fonctionnement dus par les entreprises. A défaut de dispositions particulières du contrat, la prise en compte des conditions de performance des aménagements spécifiques liées à une activité économique ou à un process d'exploitation professionnelle est exclue de la présente mission.

REFERENTIELS

A défaut de précision communiquée par le maître d'ouvrage, les objectifs à assurer et/ou les règles de dimensionnement, utilisés pour l'exécution de la mission, sont définis par référence aux articles concernés, extraits des textes suivants :

- Réseaux extérieurs : fascicules 70 et 71 du CCTG ; norme EN 16933-2
- Chauffage : normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, Code de l'énergie R241-26 à R241-29, Code du travail art R4213-7 à 4213-9, CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0 (dispositions générales) ;
- Ventilation de confort : Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-1 à 4212-7 ;
- Ventilation mécanique contrôlée : arrêté du 24/03/1982, Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-6, NF DTU 68.3 ;
- Distribution d'eau froide sanitaire, production et distribution d'eau chaude sanitaire dans le bâtiment : Code de la santé publique art R 1321-58, Arrêté du 23/06/1978, NF DTU 60.11 ;
- Evacuations des eaux usées et pluviales: NF DTU 60.11 ;
- Electricité : normes NF C 15 100.

En ce qui concerne les ascenseurs, trottoirs roulants et escaliers mécaniques l'atteinte des objectifs visés à l'article 13.1 ci-avant est réputée acquise par la présence du marquage CE.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	GENERALITES Existence de prescriptions techniques contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du contrat de contrôle technique.	SO	absence de prescription technique particulière
2.1 - Art 70	RESEAUX EXTERIEURS : CONDUITES D'ADDUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU RESEAUX EXTERIEURS : EVACUATION DES EAUX USEES ET PLUVIALES	HM	Référentiel : Articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau Existant non modifié Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau Articles concernés par la mission et figurant en Fascicule 70 ouvrages d'assainissement/ réseaux
Chap II - VI.1.1	Réseaux d'assainissement	HM	Existant non modifié
I.4 - V.1	Ouvrages de recueil, de restitution, et de stockage des eaux pluviales	HM	Articles concernés par la mission et figurant en Titre II Fascicule 70 ouvrages de recueil, de stockage et de restitution des eaux pluviales (Concerne les bassins, noues et fossés, tranchées et puits d'infiltration des eaux pluviales, chaussées à structure réservoir) Existant non modifié
B.9 - 10.2	Système d'assainissement non collectif.	SO	
	ASCENSEURS, TROTTOIRS ROULANTS, ESCALIERS MECANIQUES	HM	Existant non modifié
NF C15-100 Art 535 - CCH Art R113-6	INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES AU BATIMENT	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans la norme NFC 15-100. Il est rappelé que seules les installations intérieures au bâtiment et en courant fort sont concernées par la mission F. Existant non modifié
R1321-58 - Ar23-06-78 art36	DISTRIBUTION D'EAU FROIDE SANITAIRE, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Code de la santé publique / NF DTU 60.11 / arrêté du 23/06/78 Il est rappelé que les aléas portant sur la contamination bactériologique ne sont pas visés par la mission F. Existant non modifié
DTU60.1 P112DT U60.1P1 12	EVACUATION DES EAUX USEES ET DES EAUX VANNES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans le NF DTU 60.1P112 et NF DTU 60.11P2 Existant non modifié
	EVACUATION DES EAUX PLUVIALES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans le NF DTU 60.11.P3 et du DTU 60.1P112

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
DTU60.1 1P3-5.2	Dimensionnement des gouttières et chéneaux	AS	<p>- Couverture Tuile Le projet prévoit un montage gouttière en pied de couverture (et non le ré-emploi du chéneau suivant les indication du plan projet / le §4.5 du CCTP explicite un chéneau avec reprise support bois). Le raccordement des EEP des gouttières sur les DEP existantes sont à nous préciser (l'interface avec le chéneau existant est à nous expliciter).</p> <p>- Toiture Etanchée La toiture est avec à priori EEP de diamètre 80 mm minimum. La présence d'une 2nd EEP ou de 1 TP au moins 80 mm est à nous confirmer</p>
DTU60.1 1P3-5.4 - 5.7	Dimensionnement des EEP	PM	Le dimensionnement des entrées d'eau pluviale des toitures étanchées (art 5.4.2 du DTU 60.11.P3) est contrôlé dans le cadre de la mission L.
	Dimensionnement des descentes et collecteurs Cas des systèmes avec conduite en charge	HM SO	Existant non modifié
DTU60.1 P112	Essais avant mise en service.	PM	cf exigence du DTU 60.11 pour essai mise en service / rapport à nous transmettre
Art 63.1 - Art 65	VENTILATION DES LOCAUX AUTRES QUE HABITATION	HM	<p>Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 "fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau" ; articles concernés par la mission et figurant aux articles 63 à 65 du règlement sanitaire départementale.</p> <p>Existant non modifié</p>
R4212-1 - R4222- 9	VENTILATION DES LOCAUX RECEVANT DES TRAVAILLEURS	HM	<p>Référentiel : articles concernés par la mission et figurant en aux articles R4212-1 et R4212-6 du code du travail. Les conditions d' 'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F</p> <p>Existant non modifié</p>
RSD Art 1 - DTU 68.3 P113- 8.3	AERATION DES LOGEMENTS	SO	Articles concernés par la mission et figurant en arrêté du 24/03/1982 et en DTU 68.3
R241-26 à 29 - R4213-7 à R4213- 9	SYSTEMES DE CHAUFFAGE ET DE CLIMATISATION	HM	<p>Référentiels : articles concernés par la mission et figurant dans les normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, les articles R241-26 à R241-29 du code de l'énergie, art R4213-7 à 4213-9 du Code du travail, le CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0</p> <p>Existant non modifié</p>

VIII.4 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

L'établissement est un ERP de 5ème catégorie à plancher bas à plus de 8 m

Description sommaire des installations :

- Installations électriques : Existant non modifié
- Equipement d'alarme / SSI : Existant non modifié
- Moyens d'extinction fixes : Existant non modifié
- Ventilation : Existant non modifié
- Chauffage : Existant non modifié
- Stockage combustible : Existant non modifié
- Désenfumage : Existant non modifié
- Cuisson : Existant non modifié
- Ascenseur : Existant non modifié

Les travaux portent sur les bâtiments A/B/C au niveau des charpentes bois - couverture et toiture étanché

Date d'application du référentiel réglementaire : 20/12/2024

Classement :

Etablissement accueil public en RDC uniquement à moins de 200 public total / moins de 100 public étage.
Les travaux ne modifient pas les effectifs pré-existant

ERP 5ème catégorie activité de type W

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Néant

Absence d'instruction pour ERP 5ème catégorie sans locaux à sommeil

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Néant

Autres prescriptions particulières :

Sans objet

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	PM	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	PM	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	PM	A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	PM	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	Existant non modifié
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	HM	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	PM	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	PM	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	PM	cf documents à transmettre
GN 14	Matériels du SSI	HM	Existant non modifié
GN 14	Matériels électriques	HM	Existant non modifié
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	HM	Existant non modifié
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	HM	Existant non modifié
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	PM	
PE 2	Etablissements assujettis	PM	
PE 3	Calcul de l'effectif	PM	
PE 4	Vérifications techniques	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre 2 - Règles Techniques		
	Section I - Construction, Dégagements, Gaines		
PE 5	Structures	PM	L'établissement est un plancher bas à plus de 8 m. L'exigence est une SFeu / CF 1 heure hormis pour la charpente bois support de couverture dont l'exigence via l'article CO13 est admissible uniquement SF 1/2 heure pour les éléments principaux de structure (le référentiel ERP 1er groupe est considéré aggravant par rapport à celui 5ème catégorie mais également code du travail R4216-24 et arrêté du 05/08/1992 sur la base des dispositions de la circulaire 95-07). Dans ces conditions, il est admissible de limiter l'exigence à SF 1/2 heure pour la charpente bois
		AS	Le projet crée une nouvelle charpente bois (ferme et panne support complexe couverture). Le respect du critère SF 1/2 heure est rappelé uniquement sur le plan de principe structure (et non en CCTP). Le dimensionnement de la structure sera à prévoir en conséquence, les assemblages devront être justifiés / traités SF 1/2 heure conformément à l'eurocode 5 Annexe Française.
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	HM	Existant non modifié
PE 7	Accès des secours	HM	Existant non modifié
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers	HM	Existant non modifié
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures	HM	Existant non modifié
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)	HM	Existant non modifié
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)	HM	Existant non modifié
PE 11	Dégagements	HM	Existant non modifié Le désenfumage des escaliers existant est en façade de chaque cage - hors zone d'intervention
PE 12	Conduits et gaines	HM	Existant non modifié
	Section II - Aménagements Intérieurs		
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	PM	
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	HM	Existant non modifié
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	HM	Existant non modifié
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	HM	Existant non modifié
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	HM	Existant non modifié
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Travaux pour châssis sur toiture accès technique (remplissage soit verre feuilleté face intérieur soit polycarbonate M1) §5.3 cctp
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	HM	Existant non modifié
AM 8	Produits d'isolation.	AS	- Isolation Couverture Le procédé "sarking" est à nous préciser en montage. Si le montage n'a pas d'aggravation de part son avis technique, il devra être au minimum respecter les dispositions de l'article AM8. Cela impose de prévoir suivant le guide des isolants un écran additionnelle (le panneau CTB-H explicité en §4.1 est notamment soumis à épaisseur d'au moins 32 mm ép avec procédé de densité supérieur à 600 kg/m² au lieu des 12 mm explicité en CCTP §4.1) - Isolation paroi verticale (pied de couverture - jonction doublage) L'isolant est à prévoir avec pare-vapeur aluminium pour respecter une réaction au feu A2-s2,d0 (absence d'écran au sens de l'article AM8)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
		PM	Isolant toiture étanchée sur support béton - fonction écran par nature plancher par rapport à isolant
AM 9 - AM 10	Section II - Eléments de Décoration	HM	Existant non modifié
AM 11 - AM 14	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables	HM	Existant non modifié
AM 15 - AM 20	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés	HM	Existant non modifié
PE 14 - PE14§3	Section III - Désenfumage	HM	Existant non modifié
PE 15 - PE 19	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration	HM	Existant non modifié
PE 20§1 - PE 23	Section V - Chauffage, Ventilation	HM	Existant non modifié Travaux limité à la dépose de la CTA existante sans repose nouvel équipement en toiture
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage	HM	Existant non modifié
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	HM	Existant non modifié
PE 26 - PE27§6	Section VIII - Moyens de Secours	HM	Existant non modifié
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	
PU 1 - PU 6	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins	SO	
	Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs		
	Textes applicables	SO	Voir dispositions particulières du type X
	Les dispositions techniques des articles visant les établissements sportifs de la 4ème catégorie sont applicables aux établissements de 5ème catégorie.		

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants		
NF P01-012 - NF E85-015	Implantation et géométrie des garde- corps	HM	Existant non modifié
DTU 39-P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes	HM	Existant non modifié
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt	HM	Existant non modifié
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre		
	Ouvrages inclinés	AF	Travaux pour châssis sur toiture accès technique (remplissage soit verre feuilleté face intérieur soit polycarbonate M1)
	Réceptacle au droit des passages traversants	SO	
Chapitre 7	Vitrages situés en zone sismique	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
Chapitre 7	Vitrages exposés aux risques de cyclones	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	Vitrages exposés aux risques d'avalanches	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol		
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)	PM	cf avis PE5
R4216-25	Accès aux façades	HM	Existant non modifié
R4216-26	Protection des escaliers	HM	Existant non modifié
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs	HM	Existant non modifié
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent	PM	cf avis article AM8

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol		
Art. 1	Généralités.	PM	
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.	PM	
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.	HM	Existant non modifié
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.	HM	Existant non modifié
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.	HM	Existant non modifié
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.	HM	Existant non modifié
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gaines et conduits.	AF	Comble de chaque toiture A/B/C inférieur à 30 ml et de surface inférieure à 300 m²
Art.8	Escaliers et ascenseurs encloisonnés Escaliers et ascenseurs à l'air libre	HM	Existant non modifié
Art. 9	Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encloisonnés Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure	HM	Existant non modifié
Art.10 - Art.15	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail	HM	Existant non modifié